

Communiqué de Presse - 14 avril 2010

## PEUPLES SOLIDAIRES S'INDIGNE DE LA REMISE DE LA LEGION D'HONNEUR A RALPH LAUREN

**A l'heure où Ralph Lauren s'apprête à recevoir des mains du Chef de l'État la Légion d'honneur, les conditions de travail dans lesquelles sont fabriqués les vêtements de luxe portant son nom demeurent très en deçà de ce qu'exigent les normes fondamentales internationales de l'Organisation internationale du travail. Plusieurs fois sollicité à ce sujet, Ralph Lauren refuse de répondre.**

Proposée « avec simplicité lors d'un dîner de charité à New York »<sup>1</sup> par son amie Carla Bruni-Sarkozy, la Légion d'honneur de Ralph Lauren récompensera demain l'ouverture de sa plus grande boutique en Europe, à Paris. Cette nouvelle adresse du luxe s'installe dans un gigantesque hôtel particulier, rénové pour l'occasion. On peut désormais y retrouver les collections du futur officier de la Légion d'Honneur. Des collections issues d'une production fabriquée à 98% auprès de ses 400 fournisseurs à travers le monde. Or, les conditions de travail chez ces fournisseurs ont déjà valu à la marque plusieurs campagnes et procès.

Outre son attachement à Nicolas Sarkozy et à son épouse, Ralph Lauren a accepté la Légion d'honneur par ce qu'il « *pense avoir fait quelque chose de bien en France pour mériter ça* »<sup>2</sup>. Il fait référence ici à la mise en valeur du patrimoine français permise par la rénovation du bâtiment qui accueille sa boutique.

Peuples Solidaires s'indigne toutefois de constater que le Président d'une République si souvent présentée comme étant celle du pays des droits de l'Homme puisse décerner la Légion d'honneur à un homme dont l'entreprise ignore depuis plusieurs années les demandes qui lui sont adressées par les ouvrières indonésiennes qui fabriquent ses vêtements et dont les droits sont bafoués.

En septembre 2008 Peuples Solidaires lançait un Appel Urgent dénonçant le licenciement abusif un an plus tôt de 19 salariés d'une de ses usines sous-traitantes en Indonésie, l'usine PT Mulia Knitting Factory. La raison de ce licenciement : la création par ces salariés d'un syndicat pour défendre leurs droits et améliorer leurs conditions de travail.

Des milliers de citoyens et consommateurs inquiets du sort réservé à ces travailleurs avaient alors écrit à M. Ralph Lauren pour lui demander d'intervenir en faveur des ouvriers qui fabriquent ses vêtements et dont les droits les plus fondamentaux sont bafoués. Trois ans plus tard et en dépit d'une mobilisation internationale de la *Clean Clothes Campaign*<sup>3</sup> dénonçant la discrimination syndicale dont font l'objet ces ouvriers, rien n'a bougé. Polo Ralph Lauren refuse purement et simplement de répondre aux demandes des travailleurs qui fabriquent ses produits, et aux sollicitations des ONG et syndicats européens qui l'interpellent. La création d'un syndicat, par les salariés de l'usine PT Mulia Knitting Factory en 2007, visait à mettre un terme aux nombreuses violations dont sont victimes les ouvriers - majoritairement des femmes - de cette usine. Pour Emelia Yanti, secrétaire générale de la Fédération des syndicats indépendants indonésiens (GSBI), « *la direction de l'usine Mulia Knitting multiplie les contrats précaires et applique une politique discriminatoire envers les femmes. Elle refuse de payer les congés maternité et les indemnités obligatoires de santé et de retraite auxquels ces travailleuses ont droit. Elles ne bénéficient pas non plus des équipements de sécurité adéquats qui leur permettraient de travailler dans des conditions sûres* ».

De tels abus enfreignent la loi indonésienne, les normes fondamentales du travail ainsi que le code de conduite que Polo Ralph Lauren s'est elle-même fixé (Polo Ralph Lauren Operating Guidelines). Pourtant, l'élaboration de ce code de conduite en 1997 et l'engagement souvent mis en avant par l'entreprise dans divers programmes philanthropiques témoignent du désir de la marque d'être vue comme une entreprise vertueuse. Comment Ralph Lauren peut-il donc admettre que de telles violations des droits des travailleurs perdurent chez ses sous-traitants ?

D'autres entreprises clientes de cette usine, interpellées par la *Clean Clothes Campaign*, telles que la marque d'habillement américaine Tommy Hilfiger ont accepté d'ouvrir un dialogue avec le syndicat indonésien et d'intervenir auprès de leur sous-traitant. Si pour l'instant aucune avancée concrète n'a été obtenue, les démarches engagées par Tommy Hilfiger mettent en exergue la passivité de Ralph Lauren. Pour Fanny Gallois, chargée de mission Droits de l'Homme au travail chez Peuples Solidaires « *il est inadmissible que Ralph Lauren ne daigne même pas répondre aux milliers de citoyens français et européens qui lui ont adressé des messages de protestation* ».

Contact Presse :  
Camille Bethoux, Peuples Solidaires  
01 48 58 21 85 / 06 81 26 35 02 - [c.bethoux@peuples-solidaires.org](mailto:c.bethoux@peuples-solidaires.org)

### Peuples Solidaires en association avec ActionAid

*Agir pour les droits. Vaincre la pauvreté. Fondée en 1983, Peuples Solidaires est une association de solidarité internationale. Ses 9 500 membres et 70 groupes locaux soutiennent les hommes et les femmes qui, partout dans le monde, luttent pour leurs droits. Peuples Solidaires informe le public, mobilise les citoyens, alerte les médias, fait pression sur les décideurs et appuie les organisations de la société civile au Sud. Ses deux priorités sont la souveraineté alimentaire et les droits de l'homme au travail. Depuis 2009, Peuples Solidaires est associé au réseau international ActionAid, présent dans 50 pays.*

<sup>1</sup> Anne-Sophie von Claer, « Ralph Lauren ouvre une ambassade US rive gauche », *Le Figaro Madame*, 12/04/2010

<sup>2</sup> Ibidem.

<sup>3</sup> La Clean Clothes Campaign est une alliance d'organisations (syndicats, ONG, associations de consommateurs etc.) présente dans 13 pays européens. Elle vise à améliorer les conditions de travail des travailleurs de l'industrie textile et des articles de sports et à soutenir leurs mobilisations.